



*Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>*

# Madagascar Résistance

Lettre numéro 41 –décembre 2010

## **Le respect des électeurs, n'est pas le même pour Paris selon que l'on se trouve en Côte d'Ivoire ou à Madagascar**

Tôt ou tard, cette parenthèse tragique dans l'histoire malgache que constitue l'existence du pouvoir illégal se fermera. Telle est notre inébranlable conviction.

Mais dans ce combat pour rétablir la légalité et les avancées démocratiques durement conquises par des manifestations non violentes exemplaires en 1991/92 et en 2001/2002, traduites par des élections présidentielles, législatives et communales transparentes et crédibles (exception faite des élections tenues entre 1998 et 2001 dont les fraudes avaient justement entraîné les manifestations de 2001/2002), nous nous heurtons à un obstacle de taille : la faiblesse relative de l'appui de la communauté internationale aux tenants de la démocratie à Madagascar. Comparativement, la rapidité et la vigueur des réactions internationales pour demander le respect du vote des électeurs en Côte d'Ivoire laisse les légalistes malgaches amers. Mais frustration ne signifie pas découragement, bien au contraire !

Dans notre lettre n°40, nous écrivions à propos du contrôle des médias et de la communication en Afrique que « ... s'agissant de l'Afrique francophone, c'est la France qui décide seule de l'importance à accorder à tel ou tel événement et de ce qui doit être porté ou non à la connaissance des Africains ». La manière dont les médias français traitent actuellement les événements en Côte d'Ivoire illustre de façon éclatante la justesse de notre analyse. Plusieurs leçons sont à tirer du cas ivoirien.

### **PREMIERE LEÇON : LE VOTE DES ELECTEURS DOIT ETRE RESPECTE... MAIS PAS TOUJOURS.**

Rappelons les faits. A l'issue du premier tour des élections présidentielles en décembre 2001, un contentieux oppose le président sortant, Didier Ratsiraka et son challenger Marc Ravalomanana. Ce dernier, fort des procès verbaux de vote qu'il a été en mesure de collecter rapidement sur l'ensemble du territoire, pense avoir gagné les élections au premier tour et demande une comparaison des documents qu'il détient avec ceux sur lesquels le ministère de l'intérieur s'appuie pour organiser un deuxième tour. En l'absence d'une commission électorale indépendante et d'observateurs internationaux dont la venue avait été refusée par le président sortant, cette demande de comparaison des procès verbaux de vote aurait dû être soutenue unanimement par la communauté internationale. Il n'en fut rien. Ce silence des organisations internationales et des gouvernements occidentaux scandalisa tellement les résidents étrangers à Madagascar que, fait exceptionnel, ils sortirent de leur obligation de réserve pour interpellier dans des communiqués publics leurs gouvernements respectifs. De nombreux ressortissants français allèrent jusqu'à manifester quotidiennement devant leur propre ambassade en signe de solidarité avec les manifestants malgaches réclamant le respect du vote des électeurs. Un quasi blackout sur les événements à Madagascar fut imposé par l'Elysée et le Quai d'Orsay aux médias français, hormis des informations systématiquement biaisées transmises par RFI. Les efforts des légalistes pour se faire entendre sur les chaînes de télévision ou dans la presse écrite française se heurtèrent à un véritable mur. La raison ? Paris ne souhaitait pas l'élection de Marc Ravalomanana. Par contre, actuellement, il ne se passe pas de jour sans que les événements de Côte d'Ivoire ne figurent dans les titres des journaux télévisés. Et ce n'est pas parce que 15 000 ressortissants français y vivent, car ils sont 25 000 à Madagascar ! Dès lors, il est permis de penser que cette énergique défense des principes démocratiques en Côte d'Ivoire obéit à une motivation supplémentaire. S'assurer du départ de Laurent Gbagbo, considéré comme hostile à la France ?

### **DEUXIEME LEÇON : UN COUP D'ETAT DOIT ETRE CONDAMNE... MAIS PEUT TOUT DE MEME ETRE SOUTENU**

Autre rappel des faits: Marc Ravalomanana a été réélu à la présidence de la République malgache en décembre 2006 suivant les normes internationalement admises en matière de démocratie. La prise de pouvoir par Andry Rajoelina début 2009 est donc considérée par la communauté internationale comme un coup d'Etat. Interrogé par des journalistes lors d'un voyage à Bruxelles, le président français reconnaît publiquement, mais du bout des lèvres (une vidéo le montre bien), qu'il y a bien eu coup d'Etat à Madagascar. Mais aucune indignation alors de sa part, contrairement à sa récente déclaration enflammée faite depuis New Delhi à propos de la volonté de Laurent Gbagbo de rester au pouvoir avec l'appui de l'armée et d'une Haute Cour Constitutionnelle à sa botte. Au contraire, pour atténuer sa phrase « Oui, c'est bien un coup d'Etat », il s'empresse d'ajouter : « Mais il y a beaucoup à dire (sur le président Ravalomanana) ». Les citoyens des Etats-Unis ont-ils eu « beaucoup à dire » sur George Bush si l'on en croit les sondages qui l'ont montré comme « le président le plus impopulaire de l'histoire des Etats-Unis ». Aujourd'hui plus de 75% des Français ont-ils eu « beaucoup à dire » sur leur président. Mais qui aurait imaginé un seul instant que l'on puisse actuellement recourir à un coup d'Etat pour mettre fin au mandat de George Bush ? Qui imaginerait un seul instant que l'on puisse actuellement recourir à un coup d'Etat pour mettre fin au mandat de Nicolas Sarkozy ? Ce crime qu'est un coup d'Etat ne devient tolérable et défendable qu'en Afrique. (Il est devenu, depuis peu, intolérable en Amérique Latine. Rappelez-vous l'indignation des gouvernements européens qui ont rappelé comme un seul homme leurs ambassadeurs respectifs au Honduras après le putsch qui eut lieu dans ce pays quelques semaines après celui de Madagascar).

Toujours est-il que, **comme en 2002, les médias français évoquent peu les événements à Madagascar depuis le putsch de 2009. Les rares fois où ils le font, c'est pour diaboliser le président élu ou mettre en valeur le putschiste.** Les nombreuses atteintes aux droits de l'homme, les trafics de bois précieux, la misère extrême qui gagne chaque jour du terrain, sont passés sous silence. Un référendum constitutionnel tenu après la fermeture opportune de tous les médias considérés comme n'étant pas aux ordres, en l'absence d'explication suffisante sur le contenu et les implications du projet de constitution et ayant battu le record du nombre d'irrégularités observées depuis 20 ans, est par contre présenté comme légitime.

Il faut alors bien admettre, au vu de ce traitement de faveur dont bénéficie l'actuel « poulain malgache de la France » que **la défense de la démocratie est une notion flexible et que pour Paris, assurer son contrôle sur Madagascar vaut bien non pas « une messe » (que l'archevêque d'Antananarivo, actif dans l'appui à son poulain, aurait d'ailleurs dite sans difficulté) mais une infidélité à un principe universel.**

### **TROISIEME LEÇON : LES ORGANISATIONS AFRICAINES DOIVENT ETRE SOUTENUES ... MAIS PAS TOUJOURS**

Troisième rappel des faits. Les Africains sont conscients que l'instabilité politique résultant des prises de pouvoir non démocratiques constitue le principal obstacle à l'unité africaine et au développement de l'Afrique. L'Union Africaine a ainsi inscrit dans sa Charte son refus des coups d'Etat, son refus de reconnaître tout régime issu d'un putsch et son refus de voir un putschiste se présenter à des élections post coup d'Etat. Par ailleurs, les Nations Unies qui sont en phase avec cette position, appliquent pour sa mise en œuvre le principe de subsidiarité. **Ainsi, l'Union Africaine agit-elle non seulement en son propre nom, mais également au nom des Nations Unies dans sa lutte contre les coups d'Etat. De même, les organisations régionales africaines reçoivent-elles délégation des Nations Unies et de l'Union Africaine pour agir dans le même sens.** L'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont prononcés à juste titre en faveur d'Alassane Ouattara face au refus de Laurent Gbagbo de reconnaître les résultats électoraux proclamés par la Commission Indépendante Electorale. **Il faudra suivre avec la plus grande attention dans les semaines à venir l'attitude du gouvernement français envers la mission qui sera confiée à la CEDEAO pour trouver une solution à la crise ivoirienne.** En effet dans le cas de Madagascar la diplomatie française s'est d'abord efforcée, dans les premiers mois ayant suivi le coup d'Etat, de minimiser le rôle de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et ensuite, quand celle-ci s'est affirmée dans son rôle de principale médiatrice, de miner les résultats de sa médiation par un soutien de moins en moins caché apporté à Andry Rajoelina, bien que celui-ci ait refusé d'appliquer les accords signés à Maputo et à Addis Abbeba dont l'Union Africaine et la SADC étaient pourtant signataires comme garantes. Aujourd'hui, si la crise s'éternise à Madagascar, cela est dû en grande partie à ce double jeu de la France qui conforte Andry Rajoelina (par un appui financier, une assistance technique aux militaires putschistes, un lobbying effectués par des élus « agissant à titre personnel » et par des opérateurs économiques) dans son bras de fer avec la communauté internationale et plus particulièrement avec la SADC et L'union Africaine, tout en se déclarant officiellement solidaire de cette communauté internationale qui le condamne.

### **CONCLUSION**

Loin de nous l'idée de défendre les méthodes utilisées par Laurent Gbagbo pour se maintenir au pouvoir. L'équipe de « Madagascar Résistance » s'efforce au contraire d'apporter sa modeste contribution à la lutte pour promouvoir le respect du choix des citoyens en Afrique. **Ce que nous condamnons, ce sont les interférences à répétition dans les choix de nos dirigeants,** quitte à nous reprocher ensuite de ne pas savoir les choisir ou de nous désigner comme seuls responsables de l'instabilité politique dont nous souffrons. **Ce que nous condamnons et que nous ne cesserons jamais de dénoncer, c'est le cynisme dont les grandes puissances font continuellement preuve vis-à-vis des Africains.** Et l'on ne sait lequel est le plus intolérable en Afrique francophone: le cynisme des Chinois qui affichent sans complexe leur volonté de faire affaire avec n'importe quel dirigeant, fût-il illégal et illégitime, les droits de l'homme et la démocratie n'étant « pas encore entrées dans leur histoire » (pour paraphraser le désormais célèbre discours de Dakar), ou le cynisme des gouvernants français qui font de même depuis cinquante ans en Afrique, mais en se dissimulant derrière la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, héritage parfois encombrant, mais qu'ils ne peuvent bafouer ouvertement parce qu'il est « entré dans l'histoire » de la France depuis 1789 ?

Le plus intolérable, au plan des sentiments, est assurément le second qui ajoute l'hypocrisie au cynisme. Mais au plan de la raison, le plus dangereux est le premier qui s'appuie sur une puissance économique qui est déjà la première du monde et sur une culture qui ignore jusqu'au concept même de droits de l'homme.

**Que reste-t-il alors comme marge de manœuvre aux Africains ?**

Renforcer l'unité africaine. (Voir notre Lettre n°40). S'unir et former un bloc économique et politique, fort de tant de richesses encore à exploiter et du marché potentiel que constitue la population africaine en croissance.

Refuser que L'Afrique devienne un champ d'affrontement de la guerre économique qui s'annonce entre les puissances ayant dominé le monde hier et celles qui aspirent à le dominer aujourd'hui, comme elle le fut dans la guerre idéologique entre l'Est et l'Ouest dont elle ne retirera qu'une pauvreté accrue.

Refuser que les puissances étrangères restent les vrais arbitres des contentieux interafricains, mais au contraire valoriser les actions des organisations africaines.

**Souhaitons pour l'avenir de l'Afrique que les Africains prennent le leadership de la recherche d'une solution à la crise ivoirienne. Et que l'Union Africaine et la SADC restent fermes dans leur soutien au retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar.**

#### **Projet de manifeste en soutien au Professeur Raymond Ranjeva :**

Nous vous remercions pour les diverses propositions d'amélioration de notre projet de manifeste que vous nous avez envoyées. Nous sommes en cours d'élaboration de la version définitive de notre manifeste tenant compte de vos propositions. Nous vous préciserons les modalités de collecte des signatures dans les meilleurs délais.

Les Inconditionnels de Madagascar,  
À l'Île de la Réunion